

Table ronde

Pour une laïcité universalisable

Raymond RENARD

Université de Mons

raymond.renard@umons.ac.be

CC-BY-SA

1. Complexité du sujet

UNE fois définie, ce qui n'est guère aisé même dans ses grandes lignes, on va le voir, la *laïcité* apparaît une notion particulièrement complexe. Le terme est absent, mal ou non traduit dans la plupart des langues.

Dès lors, envisager l'adoption généralisée de son principe impliquera forcément que l'on se situe dans une perspective géopolitique très large.

Pour mieux saisir celle où je vais me placer, je rappellerai d'abord une expérience personnelle. Il y a quelques années, j'étais invité à un Colloque sur l'interculturel, organisé par le Département de français de l'Université de Balamand, à Tripoli (Liban, 16-20 avril 2007). L'appel à communications se déclinait en quatre axes, dont l'un, intitulé « laïcité », posait la question suivante :

La notion de laïcité pourrait-elle gérer un espace où Islam, Chrétienté, Bouddhisme, etc. s'accorderaient pour définir une nouvelle et commune responsabilité morale, et prôner une conduite éthique face à la présence contradictoire de systèmes de valeurs émanant de ces différentes cultures ? (Axes du Colloque : 4. Ethique et valeurs de la Francophonie).

Sachant que l'Université Balamand dépend du Patriarcat d'Antioche, on saisit l'arrière-pensée des organisateurs, à la recherche d'un modèle susceptible de protéger les minorités chrétiennes insérées dans un tissu essentiellement musulman.

Sur place, je dus bien me rendre compte que la question posée à laquelle j'avais répondu positivement n'était que la partie cachée d'un iceberg...

Au cours du siècle dernier, en effet, la conjoncture internationale est devenue inquiétante. En cause, les dérives de plus en plus visibles de la mondialisation. Celle-ci, sous sa forme « globalisation », consacre et renforce la financiarisation de l'économie et la dictature intégriste du profit avec, entre autres effets dévastateurs : la délégitimation du politique, de l'Etat protecteur et de la démocratie, le détricotage des conquêtes sociales et des services publics (là où il y en a), la dilapidation marchandisée du patrimoine naturel, l'accroissement des inégalités, l'absence d'une régulation internationale fondée sur la justice, l'équité et le respect des droits humains les plus élémentaires, la privatisation de la vie scientifique, sociale et culturelle, la diffusion par des médias toujours plus sophistiqués et incontrôlables d'une pseudo-culture planétaire uniformisée, débile, médiocre et avilissante. Avec, en perspective, les effets prévisibles d'une révolution génétique qui risque de rouvrir de nouveaux débats sur la nature humaine.

Au renversement des valeurs et à leur remplacement par un matérialisme de bas étage déniaient toute norme transcendante, se substituent de plus en plus de jeux et de moins en moins de pain. Des masses grandissantes, en manque spirituel, se réfugient avec une crédulité déconcertante dans l'absolutisation de leurs croyances (je vise, entre autres, les diverses sectes qui contaminent le monde chrétien). En outre (ce n'est en rien incompatible), ces populations sont conviées à une croisade mondiale contre un prétendu « axe du mal », tout prêt au « choc des civilisations ».

Avec, pour corollaires, dans le monde occidental, la mort des idéologies, l'absence de tout projet fiable de société, la domination d'une vision de la modernité symbolisée par la pensée unique – en réalité absence de pensée.

Et pendant ce temps, que se passe-t-il dans l'autre monde autrefois dénommé « sous-développé », puis « en voie de développement », aujourd'hui « moyennement avancé », dans cet immense espace où vivent notamment plus d'un milliard de musulmans ? Là aussi, la globalisation a ses laissés-pour-compte, victimes de l'ignorance, de la pauvreté, de l'exploitation, de la misère, de l'inégalité, de l'injustice, voire de l'humiliation.

Comment ne pas craindre que des masses peu éduquées, mais armées d'une foi aveugle, ne se laissent séduire par un fondamentalisme ou un intégrisme religieux souvent instrumentalisés par des despotes d'abord soucieux de la survie de leur régime ? Surtout lorsque, stimulées par une hostilité farouche (souvent compréhensible) à toute sécularisation des mœurs, elles aussi sont exhortées au combat contre les « Croisés », dont parfois, d'ailleurs, elles perçoivent les escadres...

En deux mots, parallèlement à cette sorte d'alliance objective entre les émules de Samuel Huntington et d'Oussama Ben Laden, – demeurés symboles vivants malgré leur disparition, – il semble bien qu'on assiste au déclin de deux spécificités fondatrices de la dignité humaine : la raison et la spiritualité.

Et cela, tant en Occident qu'en Orient. Un Occident dés-orienté, à la fois arrogant et anxieux, un Orient sur-occidentalisé, à la fois orgueilleux et violent. Choc lamentable de deux « ignorances institutionnalisées » (Arkoun, 2003, 6).

Dans l'Union européenne, en ce début de siècle, surgirent les débats passionnés lors de la discussion du préambule d'une « Constitution » (mort-née), à propos de notre héritage culturel. Ils aboutirent à un compromis réalisé en référence « aux héritages culturels, religieux et humanistes de l'Europe, à partir desquels se sont développées les valeurs universelles que constituent les droits inviolables et inaliénables de la personne humaine, ainsi que la liberté, la démocratie, l'égalité et l'Etat de droit ».

Rappelons ici que 2005 marque l'anniversaire centenaire de la loi française de Séparation de l'Église et de l'État. Certes, cette loi ne mentionnait pas le terme *laïcité*, le mot n'étant pas d'usage courant à l'époque, mais elle instituait le principe de Séparation de l'Église et de l'État, principe définitoire de la *laïcité*, comme nous le verrons bientôt. Pour ce qui est de l'héritage culturel de l'Europe, il n'était donc pas possible de le limiter aux racines chrétiennes : le compromis se devait de reconnaître la pluralité des courants.

J'aime citer Tzvetan Todorov, qui écrivait en 2008 dans *La peur des Barbares* :

L'union européenne est devenue possible uniquement grâce à l'acceptation de la diversité de ses membres. Or, la vision positive du pluralisme ne s'est imposée qu'à l'époque des Lumières, à cause de penseurs comme Montesquieu et Hume. Pour cette raison, s'il ne fallait retenir qu'une seule tradition décisive pour l'émergence de l'Europe actuelle, ce serait l'héritage des Lumières (260).

Cette formulation est d'autant plus adéquate qu'elle correspond à la devise adoptée en 2004 par l'Union Européenne : « *L'unité dans la diversité* » (« *In varietate concordia* »), et insérée en 2007, dans le traité modifié de Lisbonne, « *Unie dans la diversité* ».

Ce qu'ont apporté les *Lumières*, c'est la reconnaissance de la diversité des personnes, de la pluralité, et partant, de l'exigence de liberté.

Définition

Cette présentation de l'héritage culturel de l'Europe nous conduit à la définition du concept de *laïcité*, qu'il est temps d'aborder, tout en soulignant la paternité française de ce concept.

Pour la clarté de l'exposé, ma référence sera la « *Laïcité à la française* », dont l'élaboration permet le mieux de saisir la complexité d'un concept qui s'est précisé dans l'histoire à travers une longue et difficile maturation.

Le dictionnaire *Le Petit Robert* date l'apparition du terme en 1871 et en donne une définition qui s'inscrit dans cette tradition : « LAÏCITÉ, ...♦ 2° Principe de séparation de la société civile et de la société religieuse, l'Etat n'exerçant aucun pouvoir religieux et les Eglises aucun pouvoir politique ».

C'est en effet le principe de séparation de l'Eglise et de l'Etat qui constitue le premier principe qui fonde la *laïcité*.

Comme avait dit Victor Hugo en 1850 dans son discours célèbre sur la « Loi Falloux » : « *L'Église chez elle et l'État chez lui.* »²

Mais le principe de séparation de l'Église et de l'État ne suffit pas à définir la *laïcité*. Un aspect fondamental, est absent du *Petit Robert* : l'État se doit de respecter les religions. (Cf. « Art.1^{er}, la République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées [...] dans l'intérêt de l'ordre public. – Art.2, la République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte [...] »).

Au plan juridique, les garanties afférentes à la vie en société et aux manifestations religieuses sont tout à fait claires : les croyances individuelles relèvent du *privé*, c'est le *Droit civil* ; et tout ce qui concerne l'intérêt général, c'est le *bien commun*, relève du *Droit public*.

Dans mon ouvrage sur notre sujet, je précise que ces deux domaines étant ainsi définis, l'application du principe de *laïcité* implique et requiert deux conditions : la première, c'est l'existence de l'*État de droit*, la deuxième, la prise en compte, de la *spiritualité*.

Je parlerai d'abord de la première, car historiquement, on va le voir, la laïcité est une valeur d'ordre politique qui concerne la légitimité du pouvoir.

A cet égard, l'étymologie est éclairante : le grec ancien transpose la notion de *peuple* par trois termes : *demos* (ceux qui votent), *ethnos* (le groupe homogène selon son origine ou sa culture), *laos* (le peuple tout entier). Les mots « laïc », « laïque », « laïcité » se réfèrent donc à l'ensemble des hommes et des femmes, sans exclusion aucune.

À partir de ces deux conditions, on peut distinguer la *laïcité politique* et la *laïcité philosophique*. Cette distinction est importante : j'en montrerai bientôt les implications à propos de la *laïcité* belge, différente de la française, ou encore d'autres Etats plus éloignés

² *Discours sur la liberté de l'enseignement* (Assemblée Nationale Française, 14 janvier 1850). – Cf. Voltaire : « L'Eglise dans l'Etat et non l'Etat dans l'Eglise ».

(comme la Turquie), aux réalités socio-politiques et socio-religieuses fort diverses.

Pour ce qui est de la *laïcité politique*, ou *laïcité institutionnelle*, la première condition pour qu'elle puisse s'instaurer comme telle, est que les personnes et les institutions jouissent des garanties indispensables à cet effet. C'est donc l'existence de l'*État de droit*, fondement de la démocratie et des droits de la personne. S'il n'y a pas d'*État de droit*, il n'est pas possible de songer à définir le *Droit civil*, ni non plus ce que l'on désigne comme *Droit commun*, qui fait partie du *Droit public*, et doit donc être institué en premier lieu car il concerne le *bien commun*.

La *laïcité politique* ou *institutionnelle* peut donc être définie principalement par la relation entre pouvoir de l'Église et pouvoir de l'État au sein de l'État de droit.

Quant à la *laïcité philosophique*, on la caractérise d'une manière succincte par l'attitude adoptée envers la *laïcité politique* : ce serait la conception qu'en ont les humanistes, ceux qui défendent le droit pour chacun de mener son existence en parfaite conformité avec ses convictions (religieuses ou non), et qui veillent avec détermination au respect de la *laïcité politique* et, au-delà, à l'élévation de la pensée³.

Le concept de *laïcité* englobe ainsi à la fois la notion de *laïcité institutionnelle, politique* et celle de *laïcité philosophique*.

En tout état de cause, un dénominateur commun caractérise les différentes conceptions du principe de *laïcité*, le respect de deux règles essentielles : la religion n'intervient pas dans la vie politique, la politique n'intervient pas dans la vie des religions, sauf pour les protéger.

³ Même lorsque le principe de laïcité est institué par la loi suprême du pays, des partisans de la *laïcité philosophique* – et il y a aussi des catholiques parmi eux – peuvent estimer devoir défendre les principes qui la fondent lorsqu'ils les estiment enfreints.

2. Evolution du concept

L'évolution du concept de *laïcité*, notamment en France, s'avère particulièrement significative, compte tenu de la longue maturation historique qui a abouti à la dénotation actuelle du terme. Rappelons-en quelques jalons.

Il est toujours difficile de dater les débuts et les origines d'un mouvement social, à plus forte raison d'une idée ou d'un principe qui concerne la nature de l'État.

Pour ce qui est des rapports entre le pouvoir religieux et le pouvoir politique, leurs relations ont pratiquement été toujours conflictuelles. Ainsi pour nous en tenir au dernier millénaire, nous avons tous appris dans les livres d'histoire qu'au XI^e siècle, la *Querelle des Investitures*, entre Rome (la Papauté) et le Saint-Empire, concernait la nomination des évêques et des abbés, l'Église récusant, comme il était d'usage, que ce soient les suzerains qui en décident. Cet affrontement constituait en fait un conflit de pouvoir qui allait bien au-delà. Il ne s'agissait pas seulement de décider qui, des Papes ou des suzerains, devait conférer l'investiture, mais de décider qui, de l'Église ou des Empereurs détenait le pouvoir.

Finalement, qui a pris le pouvoir ? Évidemment, durant tout le Moyen-Âge, l'Église le détiendra : même la royauté se prétendra d'origine divine, ce qui implique l'aval de l'autorité religieuse sur le pouvoir temporel (trente rois de France seront allés à la cathédrale de Reims chercher l'onction du sacre).

Il en sera ainsi en France jusqu'aux Lumières, dont les principes philosophiques constituent une délégitimation du pouvoir royal. Le roi n'est plus roi « par la grâce de Dieu », le pouvoir de Dieu ne lui a pas été donné. La souveraineté appartient au peuple. Dieu n'intervient en rien et ne donne aucune légitimation au pouvoir.

En 1789, le principe de légitimité fondé sur la prédestination divine est abandonné⁴, et la Constitution de 1791⁵ garantit la liberté de culte, de même que celle de 1793⁶ reprise en 1795⁷.

Dès 1789, on procède aussi à la sécularisation de l'Église : les propriétés de l'Église sont saisies puis vendues, les ordres religieux supprimés, et petit à petit les fonctions qu'assumait l'Église, y compris l'assistance ou l'éducation, seront organisées par des « institutions politiques », c'est-à-dire par l'État. Notons ici la confusion courante entre sécularisation et laïcité (l'anglais traduit laïcité par *secularity*). Ces deux notions se distinguent par des connotations socio-politiques, la première (sécularisation) relevant plutôt d'une dynamique sociale, la seconde (laïcité), d'une politique d'État, et surtout, nous le verrons, par une plus-value de *sens*.

L'avènement de Napoléon viendra contrecarrer cette orientation : l'État restitue à l'Église un certain nombre de biens, et des négociations s'engagent, qui aboutiront à l'établissement d'un concordat avec Rome, la seule puissance religieuse de l'époque.

Au cours du XIX^e siècle, bien des affrontements socio-politiques montreront que le principe de *laïcité*, dont le terme est longtemps ignoré, est loin de se réaliser. Pendant toute cette période de plus d'un siècle, aucune disposition officielle n'aura entériné ou développé les mesures prises à la Révolution. Après l'ébranlement du fondement religieux de la nation, en 1789, c'était au peuple de prendre le relais. Cela ne s'est pas fait, on le sait, sans douleur (la démocratie demeurant l'une des 84 « erreurs » dénoncées par le *Syllabus* de 1864 !)⁸.

⁴ 1789 -- *Déclaration des Droits de l'Homme*, Article 3 : « Le principe de toute Souveraineté réside essentiellement dans la Nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément ».

⁵ 1791 -- *Constitution*, Article I.3 : « La constitution garantit la liberté à tout homme [...] d'exercer le culte religieux auquel il est attaché ».

⁶ 1793 -- *Constitution*, Article 122 : « La Constitution garantit à tous les Français [...] le libre exercice des cultes ».

⁷ 1795 -- *Constitution*, Article 354 : « Nul ne peut être empêché d'exercer, [...] le culte qu'il a choisi ».

⁸ Le pape disposa d'un pouvoir temporel dans ses « États » jusqu'en 1870.

L'avènement de la démocratie n'est pas l'histoire d'un long fleuve tranquille. On peut dire, en fin de compte, qu'elle devait légitimer tout le système institutionnel de l'Etat laïque moderne.

Il faudra attendre 1905 et la Loi de Séparation, ou d'ailleurs n'apparaît pas le mot « laïcité », terme seulement attesté par le *Littre* en 1871. C'est dire combien le concept eut peine à s'imposer.

Car durant tout le XIX^e siècle et jusqu'à la promulgation de la loi de 1905, les affrontements ont été fréquents et souvent virulents entre les tenants de l'Ancien Régime, ou du moins entre, d'un côté, les partisans du pouvoir traditionnel de la religion catholique, de son pouvoir dans l'État, et de l'autre les défenseurs d'un pouvoir laïc.

Nous arrivons ainsi à 1946, à la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, avec la promulgation de la Constitution de la quatrième République, sous l'égide du Général de Gaulle, et toujours en vigueur⁹, qui introduit le terme et en explicite le contenu :

Article 1^{er}: la France est « une république indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens, sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

En conséquence, tous les Français, chrétiens, musulmans, juifs, athées, non-croyants, déistes, agnostiques, etc. sont *laïques*. La laïcité participe du système de valeurs de la société tout entière. Elle est véritablement *intégrée* à sa culture. Le libellé de l'article est à cet égard particulièrement significatif. La France est définie comme une république, mais les caractéristiques qui lui sont assignées ne sont pas mentionnées dans l'ordre alphabétique et le terme « laïque » précède même le terme « démocratique ». Il n'y a pas, je crois, d'autres pays où la *laïcité* soit ainsi intégrée, au point qu'après un siècle et demi de débat, les anciens adversaires, enfin réconciliés, en revendiquent chacun aujourd'hui la paternité.

⁹ L'article 1^{er} est repris dans la « Constitution de 1958 ».

En fait, avant même la promulgation de la Constitution de 1946, jalon déterminant dans l'évolution du concept de *laïcité*, la question avait été jugée à ce point prégnante et récurrente par de Gaulle – dont on reconnaît aujourd'hui l'intelligence politique – qu'il avait réuni pour avis les cardinaux et évêques de France. Voici la déclaration qu'ils publient en novembre 1945 :

Si par ces mots [laïcité de l'Etat] on entend proclamer la souveraine autonomie de l'Etat dans son domaine de l'ordre temporel, son droit de régir seul toute l'organisation politique, judiciaire, administrative, fiscale, militaire de la société temporelle, et d'une manière générale, tout ce qui relève de la technique politique et économique, nous déclarons nettement que cette doctrine est pleinement conforme à la doctrine de l'Eglise...

La Laïcité de l'Etat peut aussi être entendue en ce sens que dans un pays divisé de croyances, l'Etat doit laisser chaque citoyen pratiquer librement sa religion. Ce second sens, s'il est bien compris, est lui aussi conforme à la pensée de l'Eglise...

Par contre, si la laïcité de l'Etat est une doctrine philosophique qui contient toute une conception matérialiste et athée de la vie humaine et de la société, si ces mots veulent définir un système de gouvernement politique qui impose cette conception aux fonctionnaires jusque dans leur vie privée, aux écoles de l'Etat, à la nation tout entière, nous nous élevons de toutes nos forces contre cette doctrine : nous la condamnons au nom même de la vraie mission de l'Etat et de la mission de l'Eglise » (Coq, 2005, 83-84).

Ce dernier paragraphe vise évidemment le *laïcisme*. Le terme correspondait à l'époque à la conception religieuse officielle de l'Union Soviétique : d'une manière schématique, cela revenait à dire que Dieu n'existant pas, tout le monde est laïque, c'est-à-dire athée.

Cette prise de position de l'Eglise de France, particulièrement nette, montre qu'elle envisageait déjà une situation analogue à celle d'aujourd'hui : une société plurielle au plan religieux, avec une moindre influence du dogme catholique (aujourd'hui 8 % des catholiques se disent pratiquants), et la nécessité de prendre en compte les immigrés musulmans.

La déclaration pose également, quoiqu'on ne s'y réfère pas d'une manière explicite, la distinction entre l'État culturel et l'État cultuel. Il n'y a pas lieu, dans le cadre de mon intervention, d'analyser cet aspect, la question est par trop complexe (ainsi les six millions de musulmans français peuvent bien être intégrés *culturellement* mais aujourd'hui beaucoup privilégient leur profil cultuel, ce qui est très différent de la situation des chrétiens), mais on peut déjà retenir que cette distinction permet de montrer très clairement la différence entre le concept de *laïcité* et ce que l'on est convenu de désigner aujourd'hui comme *laïcisme*.

La déclaration de 1945 des cardinaux et évêques de France implique bien la diversité des acceptions et conceptions de la *laïcité*. Élément nouveau dans l'histoire des relations Église-État en France, la déclaration admet que certaines de ces conceptions sont acceptable y compris pour ceux qui constituaient alors la majorité, c'est-à-dire les catholiques, et qui craignaient certaines dérives idéologiques dans l'application du principe de *laïcité*.

En résumé, la déclaration manifestait l'accord de l'Église à l'instauration de la *laïcité politique*, c'est-à-dire au modèle institutionnel caractérisé par les deux traits spécifiques suivants :

1. légitimité et autorité des pouvoirs temporels et religieux, en spécifiant ce qui revient à l'État et ce qui revient à l'Église ;
2. démocratie et respect des *Droits de l'homme*.

Le respect des *Droits de l'homme*, dont la liberté de conscience, devrait d'ailleurs être mentionné en premier lieu, car c'est, selon moi, la condition intrinsèque de l'universalisation du principe de *laïcité*. Pour ce qui est des croyances religieuses, la liberté de conscience est celle de croire, de ne pas croire, ou de changer de croyance. C'est là que la *laïcité philosophique* peut intervenir car il est important de rappeler cette définition du principe de *liberté de conscience*, pour qu'un État soit effectivement reconnu comme laïque. Il existe, en effet, dans le monde certains pays qui se disent laïques, qui prétendent reconnaître la *liberté de conscience*, sans toujours en préciser le sens et la portée.

L'exigence de ces précisions concernant la *liberté de conscience* est donc particulièrement fondée dans la perspective d'universalisation de la *laïcité*, universalisation qui s'avère d'une extraordinaire complexité car, on l'aura compris, le principe de *laïcité* n'est pas exportable sans adaptation à la culture et aux traditions locales. L'adoption du principe de *laïcité* et le concept même dépendent bien souvent de circonstances spécifiques qui ne peuvent pas ne pas encore être prises en compte.

3. La laïcité belge

L'exemple de la Belgique, pourtant limitrophe avec la France, est à cet égard significatif.

En Belgique, nous n'avons pas du tout, en effet, le système français. Lors de sa création, en 1830, c'était un État tampon, assez composite. Un peu à la manière de l'ancienne Yougoslavie, ou de l'Ukraine actuelle, il s'agit d'un État pluriel, fait d'une juxtaposition aussi bien de territoires (Flamands *vs* Wallons, etc.) que de groupes sociaux et de croyances. C'est le système des « piliers », propre également à la Hollande. (Rappelons qu'après la bataille de Waterloo et le Traité de Vienne en 1815, la Belgique et la Hollande faisaient partie d'une même entité géopolitique : les Pays-Bas).

Les « piliers » sont essentiellement définis en fonction des croyances et des idées politiques, ils ont leurs propres organisations sociales et l'État leur délègue la prise en charge de certains services publics. Je mentionne cette organisation parce qu'elle est à l'origine du modèle de *laïcité* adopté en Belgique.

Ainsi, en Wallonie, d'où je viens, le principal « pilier » est socialiste, et il a ses mutuelles, ses hôpitaux, ses syndicats, ses journaux, son parti politique, ses organisations de jeunes, de femmes, ses associations culturelles, il a même eu son université, etc. Il n'a pas d'écoles mais il veille au fonctionnement de celles de l'État. De leur côté les catholiques ont aussi leur système avec leur parti politique, longtemps « *social-chrétien* », aujourd'hui « *humaniste* », avec leurs mutuelles, leurs hôpitaux, leurs syndicats, leurs propres écoles et universités.

La Constitution belge garantit « la liberté des cultes, celle de leur exercice public, ainsi que de manifester ses opinions en toute matière » (Art.19), mais il n’y a officiellement pas de reconnaissance institutionnalisée de séparation Eglise/Etat.

Il n’y a pas comme en Espagne la possibilité d’indiquer sur sa déclaration fiscale que la totalité des impôts que l’on doit payer soit administrée par l’État ou qu’une partie aille à l’Église ou à des ONG. En Belgique, l’État décide des subventions à allouer à ces dernières, or les catholiques sont très nombreuses : elles sont directement subventionnées par le gouvernement, et plus de 80 % du budget social concerné leur revient ainsi. Les laïques s’en insurgent car ils s’estiment aussi nombreux que les catholiques et considèrent donc arbitraire la distribution des subsides.

L’argumentaire des laïques va se référer principalement à cette « injustice ». Certes, disent-ils, on a pu déclarer que la Belgique était un pays catholique – ce que disent les dictionnaires encyclopédiques – mais l’évolution est notoire. Aujourd’hui, même en Flandre, traditionnellement très chrétienne, les partisans de la *laïcité* sont nombreux, et la Wallonie, francophone, s’est fortement déchristianisée, suivant en cela l’évolution constatée en France. Forts de cet argument, les laïques ont revendiqué leur part des aides de l’État.

C’est dans ce contexte qu’en 1993, les laïques ont été reconnus officiellement. Ils sont désormais subsidiés pour s’occuper de toutes sortes d’œuvres sociales, et promouvoir et réaliser des initiatives culturelles en tout genre. Ces mesures qui se voulaient garantir l’équité dans la distribution des ressources de l’État affectées aux charges sociales, à la santé, à la culture, ont eu des effets pervers.

La *laïcité* ainsi conçue et administrée ne répond plus au principe de *laïcité* qui résulte du long processus historique dont j’ai succinctement indiqué quelques jalons. Il s’agit dans la pratique d’une « *laïcité ecclésialisée* », apparentée à une *laïcité philosophique*, qui se définit en fonction de croyances (i.e., *a contrario* par rapport à celle des croyants catholiques) et non plus comme le principe qui réserve à l’État le « *droit de régir seul toute l’organisation politique, judiciaire,*

administrative, fiscale, militaire de la société temporelle », et qui permet à « chaque citoyen [de] pratiquer librement sa religion » en garantissant la liberté de conscience, c'est-à-dire, comme rappelé plus haut, « la liberté de croire, de ne pas croire, ou de changer de croyance ».

Les laïques sont dès lors considérés comme des « non-croyants » (agnostiques ou athées) et il ne semble pas possible à un croyant d'être « laïque ». La laïcité, forcément philosophique, se transforme donc en un combat pour la laïcité politique qui se traduit pour l'essentiel par un programme de suppression des privilèges accordés à l'Eglise, de respect des genres, de justice sociale, de libération sexuelle (contraception, planning familial,...) de droit au blasphème, à l'éducation au fait religieux, d'une éthique d'autodétermination de la vie et de la mort (euthanasie)...

On comprend dès lors que de nombreux laïques belges ne se satisfassent pas de la situation clivée qui leur est faite et revendiquent la « *laïcité à la française* ».

4. Universalisation

L'exemple de la Belgique auquel je viens de me référer m'amène, pour conclure, à une double réflexion concernant le projet d'universalisation de la *laïcité*, et qui a trait, d'une part, à l'expansion du terme et son application dans les différents pays – car le monde a besoin d'Etats laïques –, et d'autre part, au contenu intrinsèque de la notion de *laïcité*, au sens et à la valeur du concept.

L'universalisation de la *laïcité* est assurément souhaitable car elle est la condition d'un bien vivre ensemble dans une société en voie de multiculturalisation.

Le danger qui nous menace vient de l'instrumentalisation du *politique* par les religions, et de l'instrumentalisation des religions par la politique, peut-être pas chez nous, mais ailleurs dans le monde. L'application du principe de *laïcité* peut être un moyen efficace de prévenir ce danger ; dans cette perspective, il y a lieu de définir une *laïcité* « universalisable », qui permette de prendre en compte les circonstances locales.

Nous avons vu que cela impliquait la démocratie et le respect des droits de l'homme, en particulier, la liberté de conscience, car sans cette garantie, il n'y a pas de *laïcité* possible.

Mais une deuxième exigence me semble essentielle et incontournable, dans la perspective de cette universalisation.

La laïcité requiert qu'on en conçoive la *spiritualisation*. Je ne parle pas de spiritualisme, bien sûr, mais de *spiritualité*.

Il s'agit d'admettre que le concept de *laïcité* se réfère aussi à tout ce qui concerne la vie psychique, mentale, l'exercice de la pensée consciente, la réflexion sur le sens de la destinée humaine, sur la place de l'homme dans l'univers, sur les relations entre vérité et réalité, droits et devoirs et sur tant d'autres aspects qui interpellent la conscience. En deux mots, que la laïcité n'est pas vide de sens. Privée de sens, elle ne serait plus qu'un laïcisme tout aussi intégriste que le fondamentalisme le plus menaçant.

Cette prise en compte de la spiritualité dans le concept de *laïcité* requiert, dans la société de l'« information » d'aujourd'hui, plus encore qu'autrefois, le développement de l'esprit critique, à la recherche de la connaissance, que David Hume définissait comme « *la certitude qui naît d'une comparaison d'idées* ».

La démarche de spiritualisation de la *laïcité* peut dès lors se schématiser en quatre grandes lignes d'action individuelle et sociale :

- apprendre à penser par soi-même ;
- privilégier la quête du sens ;
- éduquer à la distanciation, à l'abstraction, à l'élévation du débat ;
- promouvoir l'approche symbolique, la recherche de l'« esprit de la lettre », le « niveau d'accès » universel.

Il est vain de croire qu'on pourra répandre la *laïcité*, et œuvrer efficacement pour en faire une valeur universelle, si on ne la conçoit pas aussi comme *spiritualisation*.

Références bibliographiques

ARKOUN, M., *La pensée arabe*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 2003.

Conseil Constitutionnel de France, Constitution de 1946, IV^e République.

COQ, G., *La laïcité, principe universel*, Paris, Le Félin, 2005.

RENARD, R., *Pour une laïcité universalisable*, Mons, CIPA éd., 4^e éd, 2014.

TODOROV, T., *La peur des barbares, Au-delà du choc des civilisations*, Paris, Laffont, 2008.